



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le préfet de la région Bretagne**  
**préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 41 801 du 18 juillet 2014 modifié, autorisant la société PAPREC GRAND OUEST à exploiter une installation de transit, tri, regroupement et traitement de déchets industriels et ménagers sur le territoire de la commune de Le Rheu ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** la demande d'examen au cas par cas de la société PAPREC GRAND OUEST, dont le siège social est situé 5 – 7 rue des Piliers de Chauvinière à Saint-Herblain (44800), déposée et considérée comme complète le 17 décembre 2024 pour l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m<sup>3</sup>, l'augmentation relative des volumes de bois stockés et de verre et une réorganisation des stockages en lien avec les augmentations de bois et verre sur le territoire de Le Rheu (35650) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet relève de la catégorie n°1-b du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** les caractéristiques particulières de la demande de modification qui consiste en :

- l'installation d'une cuve de carburant enterrée de 120 m<sup>3</sup> ;
- l'augmentation relative des volumes de bois stockés et de verre ;
- une réorganisation des stockages en lien avec les augmentations de bois et verre ;

**CONSIDÉRANT** la localisation du projet qui se situe dans une zone industrielle sur un site existant implanté au 86 route Nationale à Le Rheu ;

**CONSIDÉRANT** les types et caractéristiques de l'impact potentiel que le pétitionnaire a pris en compte en modifiant l'implantation de ses stockages et en installant de nouveaux murs coupe feu pour maintenir les flux thermiques à l'intérieur du site en cas d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée, par conséquent, la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas justifiée ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations et compléments fournis par le maître d'ouvrage, le projet de modification de l'installation classée pour la protection de l'environnement de PAPREC située sur la commune de Le Rheu, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2 :**

La présente décision délivrée en application du IV de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet d'extension peut être soumis.

### **Article 3 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est affiché à la mairie de Le Rheu pendant une durée minimale d'un mois et peut y être consulté.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

- Monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine - 81 boulevard d'Armorique - 35026 RENNES CEDEX 9

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

- Monsieur le président du tribunal administratif de RENNES - Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - CS 44416 35044 RENNES Cedex

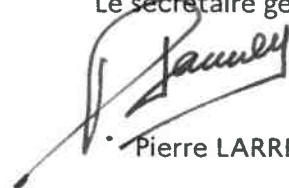
#### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne et l'inspection des installations de l'environnement, spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Le Rheu et à l'exploitant.

Fait à Rennes, le

**23 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Pierre LARREY